

Opinion

AMÉRIQUE CENTRALE - Bicentenaire : Y a-t-il quelque chose à célébrer ?

Marcelo Colussi

mercredi 20 octobre 2021, mis en ligne par [Françoise Couédel](#)

15 septembre 2021 - Avec l'indépendance, les provinces de la Capitainerie générale du Guatemala ont pris leur distance par rapport à la métropole espagnole, mais l'oligarchie a continué à exploiter les populations locales. Deux cent ans plus tard rien n'a changé.

Résumé

L'Amérique centrale est de nos jours une des régions les plus pauvres de la planète. Avec une immense asymétrie quant à la répartition de sa richesse et une histoire de violence, d'impunité, de corruption, de racisme et de patriarcat, ses élites dominantes résistent aux processus de changement, même à de timides modernisations de ses États. Hier dépendante de la Couronne espagnole aujourd'hui la région est sous la dépendance des États-Unis. Dans bien des cas il semblerait que dans cette zone du monde l'histoire se soit arrêtée : des modes de relations semi-féodales persistent, avec des situations précapitalistes dans certains cas, et une intégration complexe dans le marché global.

Les oligarchies locales, associées minoritaires aux capitaux étatsuniens, n'aspirent à aucune transformation. Pourtant les majorités populaires ont un besoin urgent de ces transformations. Les tentatives de changement du siècle dernier, (mouvement de guérilleros de gauche) ont été jugulées par les États par des répressions sanglantes. Dans cette logique historique, la célébration du Bicentenaire de l'indépendance formelle de la région par rapport à la monarchie espagnole est un geste vide de sens, absurde. Mieux encore : hypocrite.

Bicentenaire ?

Nous sommes dans l'année du Bicentenaire de l'indépendance de l'Amérique centrale. Que célébrons-nous ? Que peuvent célébrer les grandes masses de travailleurs de la région, les peuples originels qui survivent en dépit de l'invasion espagnole, les populations qui continuent à supporter les assauts de la pauvreté chronique, des guerres internes récentes, de la violence quotidienne ? Rien. La seule fête possible est celle que peut célébrer l'élite créole qui a arraché il y a 200 ans son indépendance à la Couronne espagnole, à qui elle ne devait plus rendre tribut, pour devenir maîtresse et souveraine de ces terres.

Sous d'autres latitudes, en Haïti par exemple, la grande masse des pauvres a peut-être une raison de célébrer la naissance d'une république indépendante, libérée de la domination coloniale française en

1804, deuxième pays du continent américain à s'affranchir des puissances impérialistes européennes, puis des États-Unis. Là-bas une véritable rébellion d'esclaves noirs a fait entendre sa voix et conquis son indépendance. Cela, en définitive, pourrait être prétexte à une évocation actuelle par le peuple haïtien, une des nations les plus pauvres de la planète (vengeance historique systématique des métropoles capitalistes ?). Ici, en Amérique centrale, au contraire, la grande majorité des dépossédés n'a pas grand-chose à célébrer.

En 1821 les oligarchies de la région, celle du Guatemala en tête, ont pris leurs distances par rapport au Roi d'Espagne, se libérant de la pression exercée par la couronne en ne payant pas d'impôts. Les simples citoyens, comme toujours, furent conviés pour faire office de figurants dans ce processus. Afin d'éviter leur participation réelle et effective dans cet acte politique l'élite se hâta d'en préparer les conditions. Quelques semaines avant la déclaration formelle d'indépendance, les familles aristocratiques créoles les plus importantes de la Capitainerie générale du Guatemala - Aycinema, Beltranena - avaient mis en place ce qui fut baptisé le Plan Pacifique où elles disaient explicitement que : « L'acceptation du Chef aura pour premier effet de convoquer une Assemblée plénière des citoyens, sous prétexte de prévenir le désordre dans le cas où le peuple déciderait d'accepter l'indépendance ». En d'autres termes : elles faisaient tout spécialement en sorte que la « populace » ne soit qu'une simple marionnette, qui célèbre cette nouvelle condition de « libres » en officiant comme clique de l'élite, évitant ainsi la radicalisation de la mesure (chose qui s'était produite par exemple en Haïti). Curieusement ce qui avait été élaboré en secret se transformerait en discours officiel, selon l'article 1 de l'Acte d'indépendance de 1821. En d'autres termes : « L'indépendance par rapport au gouvernement espagnol étant la volonté générale du peuple du Guatemala, que le chef politique ordonne de la publier, pour prévenir les conséquences qui seraient terribles dans le cas où le peuple lui-même la proclamerait de fait ».

À l'avènement de ce processus, les cinq provinces de la Capitainerie générale du Guatemala, - Chiapas, Guatemala, San Salvador, Comayagua ou Honduras et la province du Nicaragua et Costa Rica - prirent leurs distances par rapport à la métropole hispanique, mais dans la dynamique interne il n'y eut aucun changement substantiel. La région continua à être productrice de denrées primaires pour le marché extérieur, grâce à l'exploitation impitoyable des populations locales, sur lesquelles l'oligarchie dominante prélevait des impôts dont cette même élite était exonérée.

Aujourd'hui, deux cent ans plus tard, en terme général, on peut affirmer que la structure n'a en rien changé. Les cinq pays qui constituent actuellement l'Amérique centrale - les anciennes provinces unies de l'Amérique centrale - ont hérité de cette dynamique, avec des oligarchies rapaces qui continuent à exploiter sans pitié une main d'œuvre soumise, qui paient peu d'impôts, où - à l'exception du Costa Rica - les États sont gérés comme de grandes exploitations foncières, sans considération des besoins du peuple, racistes et patriarcales.

Fêter le bicentenaire, compte tenu de cette dynamique, est célébrer une histoire de spoliation d'importantes majorités et d'exclusion systématique des peuples originels, toujours au nom d'une vision viscéralement raciste et patriarcale. Comme ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire, il faut avoir une vision critique de cette initiative et ne pas approuver ces festivités écrites justement par les gagnants : les oligarchies locales.

L'indépendance établie en 1821 n'a pas modifié le contenu profond des sociétés de l'Amérique centrale. Les classes dirigeantes, essentiellement de grands propriétaires terriens, sortirent de la sphère de la domination espagnole, mais quelques décennies plus tard ils tombaient sous la dépendance de la nouvelle puissance qui, dès la moitié du XIXe siècle, faisait déjà figure de grande dominatrice de toute l'Amérique latine.

Les treize colonies anglaises du Nord de l'Amérique, en 1776, signèrent l'Acte d'indépendance de la Couronne britannique, formant ainsi les États-Unis d'Amérique. Leur croissance fulgurante, par la soumission des peuples originels de la région, et son expansion géographique, par l'appropriation du territoire mexicain, fit en peu de temps de ce nouveau pays une grande puissance. À un point tel qu'en 1823 son président d'alors, James Monroe, put formuler ce qui serait connu plus tard comme la Doctrine

qui porte son nom, résumée dans la phrase « l'Amérique aux Américains ».

Il s'agissait de définir le territoire que la nouvelle puissance industrielle, capitaliste, érigeait face aux pays impérialistes d'Europe. En d'autres termes : les États-Unis faisaient très clairement savoir que le continent américain leur appartenait. Selon cette logique, du Mexique à la Patagonie, ce que nous appelons de nos jours l'Amérique latine, devenait leur « arrière-cour ». Les élites locales comme celles de l'Amérique centrale n'eurent pas d'autre alternative que de s'accommoder de cette géopolitique nouvelle.

De nos jours, 200 ans après ces deux événements, indépendance formelle de l'Amérique centrale et Doctrine Monroe, la réalité révèle le véritable visage de l'isthme : des pays terriblement asymétriques quant à la répartition de la rente nationale et totalement dépendants – dans les domaines économique, politique et culturel – de Washington. Célébrer ce Bicentenaire semble donc être une *plaisanterie de mauvais goût*.

Qu'est-ce que l'Amérique centrale ?

Les pays qui la constituent fonctionnent comme un bloc. Outre les éléments géographiques, une quantité d'éléments lui confèrent une unité politique, économique, sociale et culturelle. Ces pays, à l'exception du Costa Rica, présentent, avec Haïti, les indices de développement humain les plus bas du continent.

Cette zone, est très pauvre aujourd'hui ; même si elle a de nombreuses ressources naturelles, son histoire la place dans une situation de stagnation et de retard énorme. Elle est essentiellement agro-exportatrice, avec de petites aristocraties créoles – héritières dans de nombreux cas des privilèges féodaux acquis avec la colonie – qui durant des siècles ont géré le pays de la façon dont on gère des exploitations agricoles. À l'aube du troisième millénaire et après les guerres sanglantes des dernières décennies rien n'a fondamentalement changé.

Les productions primaires continuent à être la base de l'économie, aussi bien pour assurer la subsistance (maïs et haricots) que pour générer des devises à l'étranger : de l'indigo à un moment donné, puis du coton, du café, du sucre, des fruits tropicaux ; récemment des palmiers à huile destinés à la production d'agrocombustibles. Au cours des dernières années de légers processus de modernisation sont apparus car dans toute la zone se sont installées des usines d'assemblage industriel, des maquiladoras, qui profitent de la force de travail bon marché, peu ou pas syndicalisée. De façon générale les capitaux engagés proviennent des transnationales et cette industrie d'assemblage n'est donc pas un véritable facteur de développement à long terme.

La survenue de l'extractivisme lors des dernières décennies, dans lequel fusionnent investissements nationaux et gros capitaux transnationaux, a empiré la situation générale. L'extraction minière à grande échelle, les centrales hydroélectriques et l'agrobusiness (production d'espèce végétales – maïs, canne à sucre, palmier à huile – destinées à la production d'agrocombustibles) rapporte de maigres impôts aux États nationaux : ils prélèvent le produit de la terre, dévastent des territoires et génèrent de terribles dommages environnementaux.

Plus récemment, à différents degrés mais généralement avec un dénominateur commun à toute la région, ont augmenté ce qu'on appelle les affaires « sales » : blanchiment de narco dollars et trafic de stupéfiants. Aujourd'hui la zone est un point de transit obligé d'une bonne partie de la drogue qui, venant du sud, est acheminée vers les États-Unis. Cela a dynamisé les économies locales, sans profiter à la grande majorité du peuple, permettant l'émergence de nouveaux acteurs économiques et de politiciens liés à ces activités illicites, tolérés par leurs États respectifs qui dans certains cas les gèrent de l'intérieur.

C'est une paysannerie pauvre qui prédomine : elle conjugue le travail dans les grandes propriétés qui se consacrent à l'agro-exportation avec une économie primaire d'autosuffisance. La tenure de la terre se caractérise par une nette différence entre les grands propriétaires – des familles d'origine aristocratique dans de nombreux cas, jouissant de siècles de privilèges, descendants directs des conquistadors espagnols d'il y a cinq siècles – et des paysans, exploitant avec des techniques primitives de petites parcelles, qui

parviennent à peine à couvrir leurs besoins.

Dans toute la région la population indienne est présente, le Guatemala étant le pays qui en comporte le plus grand pourcentage : environ les deux tiers. Dans ce cas précis cela a créé une dynamique sociale honteusement raciste, les peuples mayas étant les groupes les plus exclus des domaines économique, politique et social. Une population noire, d'ascendance africaine est également présente (les anciens esclaves amenés de force vers ces terres, une main d'œuvre maltraitée), mais leur pourcentage n'est pas particulièrement élevé comme c'est le cas dans les îles de la Caraïbe. Leur situation est également précaire.

Pour les populations locales, compte tenu des difficultés économiques permanentes, la seule issue est de partir - en général de façon irrégulière - vers les États-Unis comme main d'œuvre non qualifiée. De fait, l'entrée de devises générée par les envois mensuels des émigrés, représente pour toute cette région une des principales sources de subsistance (dans certains pays, et selon la conjoncture, elle occupe le premier rang). En ce sens, étant donné le rôle de référence obligée dans les logiques quotidiennes et sur le long terme, les États-Unis sont un élément décisif pour comprendre l'histoire, la conjoncture actuelle et l'avenir de l'isthme d'Amérique centrale. En conséquence, d'indépendance, il n'en est pas question.

L'ingérence politique de Washington dans la région est notoire. À l'exception du Costa Rica - qui mérite un traitement particulier - l'histoire politique de l'isthme est marquée par d'innombrables dictatures politiques, toujours à l'instigation des États-Unis. Invasions, complots et manœuvres déstabilisatrices peuvent se compter par douzaines. La CIA a ouvert le feu avec une campagne d'action clandestine au Guatemala, en 1954.

Face à tout cela, dans les années 60 au siècle dernier, ont surgi des alternatives révolutionnaires armées. Aux propositions de changements sociaux offerts par ces mouvements (qui sont parvenus, y compris au Nicaragua, à s'emparer du pouvoir en initiant un processus de transformation), ont répondu des répressions brutales. Campagnes de « terre brûlée » au Guatemala, « *contras* » au Nicaragua, guerre sale au Salvador, implantation de la base de la Contra dans la région de la jungle de la Mosquitia hondurienne, également au Costa Rica à un moment donné ; pas le moindre recoin de la zone centre-américaine n'a échappé à la logique belliqueuse. La zone est devenue incandescente. Le discours militariste a inondé la vie quotidienne. La guerre, guerre nucléaire des missiles soviétiques et étatsuniens qui n'ont finalement jamais été lancés, a été livrée entre autres modes opératoires, par des guérillas et des tactiques contre-insurrectionnelles dans les montagnes de l'Amérique centrale. Les morts, eux, bien évidemment ont été des centre-américains.

Et maintenant, c'est toujours la même chose ? Vers où va l'Amérique centrale ?

La guerre froide est terminée. Le bloc soviétique n'existe plus. Les idéaux socialistes, ceux qui ont impulsé les mouvements de guérilla sont aujourd'hui, sinon abandonnés totalement, du moins en phase d'observation (en thérapie intensive ?). De toutes manières, les causes structurelles qui ont motivé ces réponses armées de la part des groupes les plus politiquement avancés dans les différents pays d'Amérique centrale, perdurent encore. Au Nicaragua où un de ces groupes a été au pouvoir et a gouverné le pays pendant une décennie avec un projet de transformation, les causes profondes génératrices de pauvreté persistent - bien que la famille Somoza ne soit plus là. De ce changement lancé à un moment donné il ne subsiste pas grand-chose aujourd'hui.

La guerre froide, qui s'est déroulée en Amérique centrale avec des guerres qui ont dévasté ses pays pendant des années, fait déjà partie de l'histoire ; mais les séquelles de ces guerres demeurent et se prolongeront de nombreuses années. En réalité, la fin de l'affrontement entre les deux modèles rivaux avec le triomphe de l'un d'eux et la disparition de l'autre, n'ont pas résolu les problèmes de fond qui continuent à opposer ces deux visions du monde. Depuis lors perdurent les agendas de paix. Agendas qui en tout cas ne signifient pas tant de processus de résolution des différences dans les espaces locaux où les conflits s'exprimaient ouvertement (comme au Moyen orient ou en Afrique subsaharienne) que de

l'exigence et/ou de la nécessité des puissances - États-Unis en tête - d'éliminer des zones chaudes, problématiques. De leur côté, en réalité, les guérillas ont signé la paix car elles n'avaient pas d'autres alternatives face à un nouveau contexte. Les politiques néolibérales liées à ces agendas de pacification ont approfondi les contradictions et les injustices historiques de la région.

Dire que l'Amérique centrale est entrée dans une période de paix est, pour le moins, inexact. Exagéré, peut-être, car cela occulte la réalité quotidienne. Le fait de ne pas vivre quotidiennement en guerre est indéniablement un pas en avant. Mais de nos jours meurent toujours de faim des enfants, des femmes en couche sans bénéficier de soins, ou de la pandémie de COVID 19, en raison des carences du système de santé publique ou de la délinquance quotidienne extrême. Tout cela montre que la violence règne. Si on examine le phénomène à la lumière de l'analyse historique il est évident que les guerres vécues dans la région ont pour cause la faim, l'exclusion, le manque de protection, en un mot l'exclusion. *Et en cela, rien n'a changé.* Sans vivre techniquement dans un conflit armé ouvert, la zone est toujours une des plus violentes au monde. De nouveaux acteurs (crime organisé, narcotrafic, gangs de jeunes) sur un fond d'inégalités historiques qui n'ont jamais été corrigées, sont les facteurs qui font de cette région un lieu confus, complexe.

Face à ce panorama les perspectives qui se dessinent pour la région ne sont pas très encourageantes. Les conflits armés locaux ont pris fin, les sociétés sont exsangues, les pays ont souffert d'énormes pertes matérielles, mais ont gardé leur statut de « républiques bananières ». Cette zone est toujours la plus pauvre de l'Amérique et une des plus pauvres du monde. Les modestes processus d'intégration centre-américaine ne semblent pas être une option solide pour l'amélioration du sort du plus grand nombre. Les processus d'intégration imposés par Washington ne sont pas considérés comme des opportunités d'un développement véritablement harmonieux et équilibré pour tous. Les démocraties semblent rachitiques et corruption et impunité dominant toujours le quotidien. On n'entrevoit pas d'alternatives fiables à tout cela, des propositions solides n'émergent pas du camp des gauches.

Ce qui se profile comme alternatives anti-systémiques, rebelles, contestataires ce sont les groupes (mouvements paysans et indiens) qui luttent et revendiquent leurs territoires ancestraux, ceux sur lesquels précisément a pénétré impunément l'extractivisme dévastateur. Peut-être, sans une proposition de classe, révolutionnaire dans le sens strict d'un point de vue socialiste, représentent-ils une forte remise en question des intérêts du grand capital transnational et des secteurs hégémoniques locaux. En ce sens, ils fonctionnent comme une alternative, une flamme qui continue à s'élever, qui brûle et qui peut éventuellement grandir et allumer d'autres flammes.

Blog de l'auteur : <https://mcolussi.blogspot.com>.

Traduction française de **Françoise Couëdel**.

Source (espagnol) : <https://www.alainet.org/es/articulo/213844>.